

LGBTI : nos désirs font désordre - Le gouvernement Macron un an après

jeudi 5 juillet 2018, par [DERRADJI Lisa](#), [EFFE Mimosa](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2018).

Un an après, le gouvernement Macron a montré qu'il n'était vraiment pas du côté des LGBTI : les promesses de PMA sont reportées aux calendes grecques et on observe encore et toujours une augmentation des violences contre les personnes LGBTI.

En ce mois des marches des fiertés, qui perdent chaque année un peu plus de leur contenu politique, il est temps non seulement de reprendre la rue mais aussi de trouver le moyen de gagner...

Sommaire

- [PMA : on luttera tant qu'il le](#)
- [LGBTI : arracher des droits](#)

PMA : on luttera tant qu'il le faudra

Il y a 5 ans, l'extension de la PMA (procréation médicalement assistée) aux couples de femmes et aux femmes seules était déjà une promesse du gouvernement Hollande : avec le « Mariage pour tous », elle était censée assurer une égalité entre personnes homos et hétéros dans la loi. Mais face à la déferlante homophobe de droite et d'extrême droite, le gouvernement a fait marche arrière. Aujourd'hui, malgré ses promesses de campagne, Macron se montre tout aussi frileux à l'idée de légiférer sur la question...

L'accès à la PMA aujourd'hui

Dans la législation actuelle, la PMA est réservée aux couples hétéro-sexuels « en âge de procréer » et qui peuvent justifier d'une relation commune depuis au moins deux ans. Si la PMA n'est pas autorisée pour les femmes célibataires et/ou lesbiennes, ces dernières y ont quand même recours, et se livrent systématiquement à un véritable parcours de la combattante.

Dans les pays limitrophes qui l'autorisent (Espagne, Belgique, Royaume-Uni), une PMA coûte au bas mot 10 000 euros. Cette méthode très coûteuse n'est pas envisageable pour la plupart des femmes travailleuses, chômeuses, précaires : l'accès à la PMA est donc aussi une question de classe. Mais cela ne veut pas pour autant dire que les femmes des milieux populaires y renoncent. Le recours aux techniques « artisanales » (seringue sans aiguille contenant le sperme d'un donneur insérée dans le vagin) peut constituer une alternative, mais il expose également les femmes à des risques sanitaires accrus, notamment aux maladies sexuellement transmissibles.

Dans les deux cas, il est difficile - voire impossible - d'obtenir un suivi médical adapté. D'une part parce que les gynécologues sont peu à accepter de suivre des patientes en toute illégalité. Mais aussi parce que l'hôpital public subit de plein fouet les politiques d'austérité de la droite et du PS, politiques qui touchent en -premier lieu les femmes.

IVG / PMA : même combat

En refusant d'accorder la PMA à toutes les femmes, le gouvernement nous envoie un message clair. Nous n'avons pas notre mot à dire, car c'est l'État qui contrôle et régule la reproduction. En tant que femmes, nous sommes dépossédées de la maîtrise de notre propre fertilité.

De ce point de vue, la revendication du droit à la PMA croise un des acquis majeurs du mouvement féministe français : le droit à l'avortement. Afin de disposer librement de son corps et de sa fertilité, nous devons pouvoir choisir soit d'avoir un enfant, soit de ne pas en avoir. Au-delà de l'égalité entre toutes dans la loi, c'est la capacité pour chacune de garder le contrôle sur son propre corps dont il s'agit.

En d'autres termes, revendiquer le droit à la PMA pour toutes, c'est se positionner en faveur d'une auto-nomie accrue pour les femmes. C'est nous permettre d'avoir un enfant tout en se soustrayant à l'hétérosexualité obligatoire : plus besoin pour les femmes qui désirent être enceintes, qu'elles soient célibataires ou en couple lesbien, de subir une relation sexuelle avec un homme.

Organisons-nous pour arracher nos droits !

Le gouvernement Macron nous fait miroiter qu'il finira par nous accorder la PMA. Ne soyons pas dupes ! On l'a vu en 2012 au cours des débats sur le « Mariage pour tous », il aura fallu un mouvement LGBTI d'ampleur pour obtenir nos droits face à une déferlante homophobe et réactionnaire.

Il faut rappeler que certains ministres actuels s'étaient ou se sont récemment positionnés contre l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules, comme Édouard Philippe, Gérald Darmanin ou Bruno Le Maire. Gérard Collomb quant à lui a récemment déclaré qu'il craignait qu'avec la PMA « on se retrouve tous cousins ». Ce gouvernement peuplé d'homophobes est tout sauf prêt à nous accorder nos droits sans que l'on mène une bataille !

Le 23 mai dernier, un dîner longtemps tenu secret a également été organisé à l'Élysée pour que Macron consulte des « spécialistes » de la PMA : des représentants de cultes, des organisations réactionnaires, des médecins et autres « experts » ont été conviés lors de ce repas pour donner leur avis de fins connaisseurs de la question. Qu'espère-t-il nous faire croire ? Que nous obtiendrons satisfaction dans les salons du gouvernement ?

Pour nous, la réponse à apporter est simple : un mouvement social d'ampleur pour exiger la PMA. Comme au moment de la lutte pour le « Mariage pour tous », il s'agit de faire grandir, au sein de la communauté LGBTI, la conscience qu'elle seule pourra conquérir les droits qui lui reviennent. Pour le droit à disposer librement de nos corps : la PMA maintenant, pas quand on aura 50 ans !

Lisa Derradji

LGBTI : arracher des droits, dégager ce gouvernement !

Dès l'élection d'Emmanuel Macron, nous pointions le fait que, sous couvert d'une campagne « gay-friendly », le gouvernement formé par Macron était peuplé d'homophobes, à commencer par Édouard Philippe et Gérard Darmanin. On ne voyait pas trop quoi attendre de Macron après que celui-ci s'était plaint qu'on ait humilié la Manif pour tous... Et nous n'avons pas été déçus.

Hausse des violences et promesses non tenues

Le gouvernement Macron est complice de l'augmentation des violences à l'égard des LGBTI (lesbiennes, gays, bis, trans, intersexes) dont témoignent les derniers chiffres de SOS Homophobie avec une hausse alarmante de 15 % des agressions. Dans un contexte de libération d'une parole homophobe et de montée partout en Europe de l'extrême droite, Macron entretient non seulement un discours réactionnaire, comme il l'a fait lors de son intervention devant la conférence des évêques au mois d'avril, mais il n'a de plus accordé aucun moyen financier conséquent pour lutter contre les LGBTIphobies.

Son dernier discours sur les aides sociales devrait nous prouver une fois de plus qu'il n'est définitivement pas de notre côté. Les LGBTI sont particulièrement touchés par les politiques d'austérité, en particulier les personnes trans qui sont les plus précarisées : qu'il s'agisse de la baisse du nombre de places d'accueil en foyer pour les LGBTI en rupture familiale, des coupes budgétaires dans la santé qui affectent les politiques de prévention et de soins du VIH/Sida, ou encore du financement des associations de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

Quant au droit à la PMA qu'il avait promis aux couples de -lesbiennes, là aussi on peut toujours attendre !

S'il n'avait rien promis aux -personnes trans qui sont toujours oubliées des promesses de campagnes, pour les droits des trans rien ne bouge : c'est toujours le parcours du combattant pour changer d'état civil. Le passage devant le tribunal, s'il peut se faire sans avocat depuis la réforme de la justice, reste une procédure complexe et souvent coûteuse pour les personnes les plus précaires.

Nous sommes des cheminotEs, des migrantEs, des étudiantEs

Mais surtout les personnes LGBTI sont aussi pour leur grande majorité des travailleuses et travailleurs, des cheminotEs, des fonctionnaires et des étudiantEs, dont les droits sont largement attaqués par le gouvernement Macron. Ce gouvernement comme les gouvernements qui l'ont précédé va encore précariser notre classe, et en premier lieu les femmes et les personnes LGBTI.

Depuis février les jeunes se mobilisent contre la loi Vidal et défendent une université ouverte à touTEs. La loi asile-immigration prévoit un durcissement de la procédure de demande d'asile pour faciliter les expulsions : les LGBTI font partie des demandeurs d'asile les plus vulnérables. Dans le monde du travail, les grèves se multiplient dans de nombreux secteurs (poste 92, catacombes, travail social, santé...) dont le plus emblématique est la grève des cheminotEs.

C'est une stratégie de combat dont nous avons besoin pour arracher des droits et dégager ce gouvernement : d'une grève reconductible de l'ensemble des secteurs touchés, d'un -mouvement d'ensemble.

Mais nous avons besoin de nous organiser spécifiquement à l'intérieur et à l'extérieur de ces mouvements afin que nos revendications en tant que femmes et LGBTI ne soient pas oubliées comme c'est bien souvent le cas.

P.-S.

* Créé le Jeudi 28 juin 2018, mise à jour Vendredi 29 juin 2018, 09:28 :

<https://npa2009.org/actualite/lgbti/pma-luttera-tant-quil-le-faudra>

<https://npa2009.org/actualite/lgbti/lgbti-arracher-des-droits-degager-ce-gouvernement>

* Articles publiés dans le cadre d'un dossier réalisé par la commission LGBTI de la Région parisienne du NPA.